

DECLARATION DU GROUPE PARLEMENTAIRE FRODEBU RELATIVE A LA
POLITIQUE DE L'AUTO-DEFENSE CIVILE ENCOURAGEE PAR
CERTAINES AUTORITES

Préoccupé par la situation dégradante qui prévaut dans le pays, le Groupe Parlementaire FRODEBU vient d'analyser la question de l'auto-défense et a constaté ce qui suit :

a. La crise burundaise déclenchée le 21 octobre 1993 avait pour objectif non seulement de décapiter les institutions mais aussi d'éradiquer le FRODEBU dont était issu le pouvoir démocratique. Ce chaos constitutionnel et institutionnel, imputable aux pseudo-politiciens antidémocrates, aux militaires putschistes et à certains financiers entraîne des conséquences fâcheuses à tel point que les burundais et la communauté internationale s'attendent à un lendemain incertain.

b. A l'intérieur du pays, les populations se sont entre-tués au lendemain du putsch sous prétexte de l'auto-défense. Dans la capitale Bujumbura les Tutsi et hutus chassés de certains quartiers ont recouru à l'armement pour se défendre contre des agressions éventuelles. Tout le monde a constaté avec amertume le désordre et la désolation que cet armement continue à causer au sein des populations innocentes.

c. Le Gouvernement, sous différentes pressions, a opté pour la politique de désarmement qui, malheureusement, a occasionné beaucoup de pertes en vies humaines et matérielles et la chasse des populations essentiellement hutu des quartiers KANYOSHA, KAMENGE et KINAMA.

A l'intérieur du pays, des provinces comme KAYANZA, MUYINGA, KIRUNDO, NGOZI, KARUZI, BUBANZA, CIBITOKÉ ont été tellement secouées que des populations entières ont abandonné leur pays, ou ont vu les autorités assassinées ou exilées et la production réduite

d. Cependant le Gouvernement n'a jamais entrepris, à juste titre, aucune politique d'auto-défense. L'appel à l'auto-défense ne se perçoit pas de la même manière pour toutes les composantes sociales dans un pays où l'ennemi se confond quelquefois à l'ethnie, dans une société où les divisions ethniques sont évidentes.

Le groupe parlementaire FRODEBU s'inquiète des déclarations du Chef du Gouvernement, du Président de la Fondation pour la Paix, l'Unité et la Démocratie, du Ministre de l'intérieur et de la Sécurité publique, du Président du Barreau burundais et du Maire de la ville, qui appellent officiellement à l'auto-défense civile. Ce message qui encourage les uns et inquiète les autres n'a rien de salubre dans une société où le désarmement ou l'armement est resté sélectif.

Au vu de tout cela, le Groupe parlementaire FRODEBU porte à la connaissance de la Communauté nationale et internationale ce qui suit :

1. Le Groupe Parlementaire FRODEBU s'engage solennellement à soutenir et à appuyer la politique et actions du Gouvernement pour autant qu'elles soient pensées élaborées, discutées et décidées par consensus dans des cadres habilités notamment les conseils des ministres.

2. Le Groupe Parlementaire FRODEBU décline toutes ses responsabilités quant aux conséquences consécutives à des politiques ou à des actions gouvernementales improvisées et hâtivement exécutées telles que l'éclatement du Gouvernement, le blocage institutionnel, les massacres des populations innocentes de nouveaux assassinats politiques etc...

3. Le Groupe Parlementaire FRODEBU rappelle qu'à la veille de la catastrophe rwandaise des pseudo-politiciens ont initié et soutenu aveuglement et sentimentalement la politique de l'auto-défense civile en mobilisant tous les jeunes Hutu pour se constituer en milices et en soulevant l'armée contre le Tutsi. Cette auto-défense civile improvisée et désorganisée n'a conduit qu'au génocide décrié à travers le monde entier.

4. Le Groupe Parlementaire FRODEBU estime que cette politique d'auto-défense civile aussi dangereuse, si elle n'est pas suffisamment pensée constitue une couverture des putschistes et des autres criminels qui n'attendent que le chaos complet pour réaliser l'objectif ultime visé le 21 octobre 1993 à savoir : en découdre avec la politique du FRODEBU.

5. Le Groupe Parlementaire FRODEBU s'étonne du fait que cette politique de l'auto-défense civile intervient au moment où la ville de GITEGA sous prétexte de présence des bandes armées connaît beaucoup d'assassinats et d'emprisonnements des cadres et militants du FRODEBU et de sa mouvance dans le silence complet du Gouvernement.

6. Le Groupe Parlementaire FRODEBU rappelle que le Parlement a toujours exigé une politique claire de la protection de la population et des infrastructures nécessaires de l'Etat dans cette guerre civile larvée. Au lieu de faire suite à la demande, le Gouvernement appelle les populations à l'auto-défense sans préciser à toutes les composantes sociales comment il faudra procéder. La responsabilité incombera au Premier Ministre et à son Gouvernement.

7. Le Groupe Parlementaire FRODEBU s'inquiète de la provenance, de l'utilisation et de la fin de ces armes à confier à la population.

Fait à Bujumbura le 20/04/1993.

Le président du Groupe parlementaire
FRODEBU BURUNDI
Assemblée Nationale
Groupe parlementaire FRODEBU
Frédéric NUYINGIRAYIRA.



